



T2137 - 354 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34 08
ccp publico
1128915 paris

N° 354 JEUDI 17 AVRIL 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

ESPAGNE

Où en est la C.N.T. ?

Depuis sa réapparition à la vie publique espagnole, on peut dire que la principale activité des militants de la C.N.T. aura hélas consisté à régler les nombreux problèmes internes de l'organisation, pénétrée par divers groupements qui auront tenté, pendant plus de trois années, de l'embarquer sur des chemins divers ayant pour point commun d'être étrangers à l'anarcho-syndicalisme.

Lors de son congrès tenu en décembre dernier (voir compte rendu M.L. n° 338 du jeudi 27 décembre), une importante majorité des délégations devaient réaffirmer les principes anarcho-syndicalistes de l'organisation, et montrer ainsi à ceux qui rêvaient de la transformer en un nouvel appareil syndical tenu de s'engager dans les jeux électoraux imposés par le système politique, comme à ceux qui souhaitaient la remodeler en une nébuleuse informe, qu'ils s'étaient trompés de porte. Comme nous l'avions signalé alors, des partisans de ces deux tendances, largement minoritaires, avaient quitté la salle du congrès à grand bruit, niant sa validité, et l'activité qu'ils ont déployée depuis lors aura une nouvelle fois relancé les problèmes internes (mais n'est-ce pas là ce que certains souhaitent ?) et reporté à une date ultérieure le début d'un travail sérieux qui permettrait à la C.N.T., alors que les conditions le permettent, de jouer un rôle de tout premier plan auprès des travailleurs espagnols.

Dès qu'ils eurent abandonné le congrès à ses travaux, les délégués insatisfaits par les accords adoptés et rejoints par trois membres de l'ex-Comité National sans doute mal remis de la désapprobation de leurs activités et de la perte de leurs postes, allaient mettre sur pied une « Commission Technique de Rejet du V^e Congrès », organisme étranger aux structures internes de la C.N.T., et prendre ainsi la responsabilité d'une éventuelle scission dans l'organisation. La création d'une telle Commission apparaissait d'autant plus curieuse que le mécanisme de fonctionnement interne de la C.N.T. prévoit que les accords adoptés lors d'un congrès de l'organisation doivent être lus et discutés dans les syndicats, qui ont alors la possibilité de rejeter ces accords et d'amener ainsi la tenue d'un nouveau congrès, s'ils sont majoritaires. Passant outre, cette « Commission Technique de Rejet » allait multiplier les réunions parallèles, se refusant de reconnaître le Secrétaire général nommé au congrès de Madrid*. La scission qui couvait, allait être effectivement provoquée lorsque cette Commission nomma un nouveau secrétaire général, en comité restreint, Manuel Cárdenas, obscur adhérent du syndicat des Banques de Barcelone, duquel il a d'ailleurs été chassé depuis. L'histoire aurait pu s'arrêter là si cette « Commission Technique de Rejet », opposée aux accords adoptés à Madrid, avait pris l'initiative de former une nouvelle organisation avec ses accords propres, comme l'ont toujours fait dans toutes les organisations les petites minorités mécontentes des orientations prises par celles-ci, et qui s'en allaient en claquant la porte. Mais de toute évidence, on ne souhaitait pas que l'histoire s'arrête là, et la partie scissionniste devait alors se présenter comme l'authentique C.N.T., prétendant regrouper l'immense majorité des syndicats que compte l'organisation sur le plan national.

suite p. 5

*« Il faut donner au peuple
autre chose que
la liberté et la démocratie
en termes abstraits ».*

Fidel Castro à New York en 1955

1980

TOUT RESTE
A FAIRE



La Havane

Enterrement du mythe
du socialisme cubain

PAGE 8

FOP.2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANCON
HERAULT : BEZIERS
RHONE : LYON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIROUDE : BORDEAUX-CADILLAC
HTE-VIENNE : LIMOGES
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
HT RHIN : MULHOUSE
LOIRE : ST ETIENNE

MAINE-ET-LOIRE : ANGERS

MORBIHAN : LORIENT
OISE : CREIL
NORD : VALENCIENNE
ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
HAUTE-SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
SOMME : AMIENS
NORD : FACHES-THUMESNIL
PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT
VAR : RÉGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
EURE-ÈVREUX : EVREUX
BELGIQUE : SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 - LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{er} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char. les Gros (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claudé Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rosland, rue Montebello à Toulon.

Groupe de Montreuil-Rosny : les 1^{er} et 3^{er} mercredis du mois de 19 à 20 h 30 au Centre Jean-Lurçat, place du Marché de La Croix de Chavaux, salle du GREER

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.

Groupe du Havre et région « L'Entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales - BP 237 - 27002 Evreux-cédex.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h. au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne

Groupe Louise-Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12, 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Solet noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe libertaire de Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les mardis de 10 à 15 h au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony), tél. 668-48-58.

Liaison Blois : BP 803 - 41008 Blois-cédex

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h.

COMMUNIQUÉS

Le groupe Jacob (Paris 5 et 13^e) n'assure plus de permanence au 51 rue de Lappe (par défaut de local), les prises de contact se feront dorénavant soit par le canal des R.I. qui transmettront, soit directement lors de la vente du M.L. tous les jeudis de 17 à 19 h au métro Place d'Italie, sortie bd. Vincent Auriol.

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au Marché aux Puces de Toulon (La Vilette), une vente du Monde Libertaire ainsi que de livres, brochures, etc.

Le groupe libertaire vendéen vend Le Monde Libertaire tous les samedis matin au marché de la Roche-sur-Yon.

Un groupe vient de se constituer à Creil (Oise). Les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les personnes intéressées par la liaison de Cholet et de Sablé peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe E. Reclus d'Angers a réalisé un montage audio-visuel sur le problème du nucléaire : « Les anarchistes face au nucléaire ». Ce montage dure une heure et peut être loué par tous les groupes, collectifs, comités, désireux d'entreprendre une information sur l'agression nucléaire.

Pour tous contacts : Groupe E. Reclus c/o La Tête en Bas - 17 rue des Poëliers - 49000 Angers.

Les militants du groupe Nestor Makhno de St. Etienne distribuent les livrets du Monde Libertaire, les dimanches matin au Marché aux Puces de la plaine Achille.

Réunion de formation au local du groupe Fresnes-Antony 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony) sur la pensée de Kropotkine avec la participation d'un camarade du groupe de Troyes le vendredi 18 avril à 21 h.

Le groupe R. Rocker de Montpellier annonce sa formation. Les thèmes travaillés figurent sur les M.L. précédents. Actuellement : Education anti-autoritaire et luttes anti-nucléaires. Les camarades intéressés peuvent le contacter en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

Le n° 2 du Rylard, journal local du groupe de Montreuil-Rosny est paru. On peut le recevoir sur simple demande en glissant un timbre à 1,30 F pour l'expédition.

Le groupe d'Evreux tiendra une table de presse le samedi 19 avril dans Evreux et le dimanche 20 avril sur le Marché de la Madeleine.

Permanence antimilitariste

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (M^o Blanche)

tous les samedis de 15 à 18 h 26, rue du Wad-Billy METZ - Tel. 74.41.58

Directeur de la publication Maurice Laisant Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie «Les marchés de France» 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205-Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

POURQUOI TOUJOURS CANAILLES QUI DECLAREZ LA GUERRE ET JAMAIS ABRUTIS QUI CONSENTEZ A LA FAIRE



SUPPRIMONS L'ARMÉE POUR SUPPRIMER LA GUERRE

Affiche éditée par le groupe Massy-Palaiseau en vente à Publico 0,60 F l'unité au-dessus de 10 ex.

Pas de commande en dessous de 10 ex

Affiches disponibles à Publico

PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS DE 10 EXEMPLAIRES

Monde Libertaire (pour abonnement)	0,45 F l'unité
Monde Libertaire (vente en kiosques)	0,40 F l'unité
Radios libres (gr. Toulon)	0,50 F l'unité
Action directe (gr. Toulon)	0,50 F l'unité
Peine de mort (gr. Voline)	0,50 F l'unité
Fichage des enfants (gr. Sacco-Vanzetti)	0,50 F l'unité
Avortement-contraception (région Centre)	0,60 F l'unité
Jeux olympiques (gr. Sacco-Vanzetti)	0,60 F l'unité
Jeux olympiques (gr. Commune de Kronstadt)	0,70 F l'unité
Le nucléaire tue (gr. Fresnes-Antony)	0,60 F l'unité
Affichage libre (gr. Jacob)	0,70 F l'unité
Gestion directe (gr. Jacob)	0,50 F l'unité

Pour les deux dernières affiches, pas de commande au-dessous de 50 exemplaires.

Le groupe Sevrans-Bondy organise un débat sur **L'ANTIMILITARISME** avec la participation de M. Laisant et le concours de l'Union Pacifiste **LE SAMEDI 19 AVRIL**

de 14 à 22 h au Centre Alfa 3 Allée des Pensées à Bondy (sur RN 3) Partie artistique S. Utgé-Royo, J. Coudray Eglin et Robin **ENTREE GRATUITE**

9 heures pour Le Monde Libertaire Hebdo Meeting-gala du groupe libertaire M. Fayolle (Tours) Théâtre de l'Université - Rue des Tanneurs SAMEDI 26 AVRIL DE 15 H A 24 H

Spectacle : Gérard Pierron : Gaston Couté ; M. Noir et Bobby : blues D. Mashiah : chansons ; J. Faraut et D. Cornu : folk Anche Doo Too Cool Duo : free jazz J. F. Groussin : chansons ; G. Blanchard : accordéon rock Débats avec diaporamas et films :

Les affiches politiques ; Le nucléaire ; L'antimilitarisme La vasectomie ; Les radios libres ; Les pays de l'Est

Meeting : **La Fédération Anarchiste face aux problèmes de ce temps**

Bouffe - buvette Avec la présence de : Comité d'Information Nucléaire de Chimon, Libre Pensée 37, Union Pacifiste 37, Radio-Transistours, Collectif d'Enquête et d'Etudes sur les Pratiques Psychiatriques, Collectif Tout Va Bien, Le Vent du Ch'min.

Venez nombreux - Prévenez vos amis

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289.15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
France	50 F	78 F
3 mois	150 F	150 F
6 mois	285 F	285 F
12 mois	570 F	570 F

Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez-vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Reglement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Une délégation du Comité Droits et Libertés dans l'Institution Militaire (CDLIM) s'est rendue le 2 avril à la Direction de la Sécurité Militaire en vue d'accéder « légalement » aux fichiers comportant plusieurs milliers de civils signalés et fichés pour raisons politiques. Cette délégation n'a évidemment pas été reçue !

Le CLO Paris organise une réunion publique d'information sur l'objection-insoumission le samedi 26 avril à 14 h 30 à l'AGECA, 177 rue de Charonne Paris 11^e, M^o Alexandre Dumas.

Au chantier naval de la Seine-sur-Mer, 400 licenciements ont été prononcés, et cela n'est qu'un début. A suivre...

Il existe sur la Normandie une coordination régionale contre la militarisation. Créée en décembre 1979, elle se propose de coordonner le plus possible de groupes et individus sensibilisés par cette lutte. Elle regroupe les diverses composantes du mouvement pacifiste, antimilitariste, etc. Pour faire circuler entre les groupes les informations, se donner plus de moyens pour les actions de solidarité (quand on se connaît c'est bien mieux), cela dans le respect des groupes ou individus qui la composent, vous pouvez la contacter en écrivant : Coordination régionale c/o Cercle d'Etudes Sociales, BP 237, 27002 Evreux-cédex. Si vous êtes perdu dans une ville et que vous y cherchez des contacts, écrivez-nous aussi...

Pour protester contre la justice militaire, on peut se rendre aux séances publiques du TPFA, les 17, 22 et 23 avril à 13 h 30. Ça siège au 20 rue de Reully à Paris dans le 12^e arrondissement.

Sommaire

PAGE 1

Où en est la C.N.T. ?

PAGE 2

Activités F.A.

PAGE 3

En bref - La lèpre

Quand les lycéens se réveillent

Ventes d'armes

Il n'y a pas que la droite...

PAGE 4

Unité à la base

Main basse sur l'INRA

Doublement exploitées...

PAGE 5

Nicaragua

Suite de Où en est la C.N.T. ?

PAGE 6

Les nationalités et

le fédéralisme libertaire

Informations Internationales

PAGE 7

Livres

Bande dessinée

PAGE 8

A La Havane... les réfugiés...

ABONNEZ-

VOUS

souscrivez
massivement

LA LÈPRE...

De rapport en rapport le gouvernement et toute la cohorte des hauts fonctionnaires n'en finissent pas d'entasser les documents. Manipulation en apparence efficace puisque la presse en parle, justifiant probablement le travail fourni par ceux que nos impôts arrosent. Le dernier en date, explosif s'il en faut, fourni par le président des Chambres de Commerce et d'Industrie s'occupe du travail noir. L'importance du problème vaut qu'en haut lieu on s'en préoccupe car ses répercussions sont grandes et diverses au sein des économies touchées par la crise.

Ce rapport n'apporte pas de chiffres connus avec l'exactitude souhaitée. Pour cause, le travail noir reste par nature clandestin et ignoré des organismes collecteurs d'impôts et de charges sociales. Toujours est-il que selon celui-ci, en France le travail noir occuperait environ 800 000 personnes et aurait rapporté en 1978 90 millions de francs, soit l'équivalent fourni par le secteur automobile. Il est quasi certain que le rapport sous-estime l'importance réelle du travail noir.

Un rapide survol des autres pays occidentaux laisse apparaître des situations au moins similaires. En grande-Bretagne, les revenus non-déclarés sont estimés à 7,5% du PNB, en Suède, L'Etat perd 15% des revenus fiscaux, aux USA 20 millions d'Américains et 10% du PNB, enfin l'Italie avec 6 millions de personnes (1/3 de la population active) et 20 à 25% du revenu national.

Comme vous pouvez en juger, ce rapport présente des renseignements intéressants. Ainsi il nous signale qu'aux Etats-Unis, à côté du travail au noir, se superpose le « barter », ou troc, marché parallèle qui se substitue aux services de l'économie de marché. Troc qui prend une certaine dimension puisqu'au niveau industriel des coopératives d'échanges se constituent. Mille d'entre elles existaient en 1978, regroupant chacune de 500 à 1 000 adhérents !

Le travail noir devient donc un moyen individuel de survie, voire collectif, et sinon, comme en Italie, une façon de stimuler la compétitivité de l'économie capitaliste. Ce que ne dit pas ce rapport de notable, c'est qu'il est la véritable lèpre de ce système, accentuée par les contradictions actuelles. En effet, les difficultés réelles que rencontre le système, ne peuvent que développer ce phénomène qui existait déjà, mais avec moins d'ampleur.

Compte-tenu de son importance, M. Delorozoy, le rapporteur, pense que la disparition du travail clandestin entraînerait un ralentissement de l'activité économique. Voilà un avertissement

que prendront soin de relever MM. Stoléru-Matéoli-Giscard dans leur politique dite sociale. En clair, nous mettons sans broncher notre main au feu, que ceux-ci ne feront rien pour enrayer définitivement le phénomène en favorisant un plein emploi et des conditions de vie décentes.

Si l'effet économique du travail clandestin n'est guère palpable, l'effet sur les mentalités l'est encore moins. Bien que le problème touche indistinctement toutes les catégories sociales (actif, inactif et chômeur), l'influence de celui-ci sur l'ensemble du monde du travail peut certainement être apparentée à un moyen de freinage des revendications sociales, au même titre que le chômage. Car d'aucuns n'ignorent les difficultés que rencontrent les organisations ouvrières réformistes à mobiliser les travailleurs.

En réalité et pour nous résumer, il nous paraît évident que les Etats ne prendront pas de mesures hâtives et radicales pour aider à la résorption totale du travail noir. Ce changement du système capitaliste devrait aller en grossissant dans la mesure où rien n'indique que nos économies sortiront bientôt du tunnel. Au contraire, les experts semblent s'accorder à dire qu'un nouveau ralentissement devrait se faire sentir dans les prochains mois. Est-ce à dire que nous nous enfonçons toujours davantage dans la crise ? Nous le pensons et n'hésitons pas à affirmer qu'il n'existe pas d'autres solutions que la refonte des structures d'exploitation présentes.

Le système capitaliste, à l'est comme à l'ouest, est pris à la gorge par ses contradictions internes que renforce l'absurdité des rapports internationaux que se nouent les Etats entre eux. Le travail noir appartient à ce vieux monde et doit disparaître quand celui-ci basculera définitivement.

Roland BOSSEVEIX

* L'exemple-type de conflit avorté reste celui de l'acier en Angleterre. La British Steel aidée du gouvernement Thatcher a fait capturer la puissante TUC qui a échoué dans sa tentative de paralyser l'économie de sa majesté. Une analyse plus détaillée de ce conflit mériterait d'être faite. Signalons tout de même pour la petite histoire que les sidérurgistes ont repris le travail avec un succès (ou échec ?) relatif, que les délégués se sont faits insulter et cracher dessus par les éléments les plus durs. Côté entreprises, celles-ci disposaient d'un fort stock d'acier avant la grève et de importants tonnages d'acier européen étaient livrés discrètement dans les petits ports de côte est...

Quand les lycéens se réveillent

Tout a commencé par des banalités, l'administration du lycée d'Etat d'Evreux ayant refusé aux élèves de cet établissement d'organiser un spectacle dans la salle des fêtes du lycée, ceux-ci durent l'organiser au théâtre municipal avec d'ailleurs un succès certain ; un bâtiment du lycée - le BAT - F - qui accueille les « techniques » n'a pas les mêmes règlements que le reste de l'établissement et fait du hasard ? ils sont plus stricts : permanence obligatoire entre les cours, séparation d'avec le reste des lycéens à la cantine ; un foyer socio-éducatif dont on se demande (étant donné la réalité) pourquoi il porte ce nom ; des classes surchargées ; etc... Banalités qui, en moins de temps qu'il ne faut pour les énumérer, devaient déboucher sur une grève dont le motif se résume en trois mots : RAS LE BOL ! Une grève qui, si on la sentait venir, devait éclater spontanément puis s'organiser, très rapidement en un comité de grève. Au bout de quatre jours, les lycéens ayant obtenu gain de cause sur des revendications essentiellement internes, reprisent les cours.

...Ils prennent vite conscience de leur force...

Pour mettre du piment à la grève et à titre de revanche, les lycéens avaient exigé que la salle des fêtes qui leur avait été refusée peu avant, soit mise à leur disposition pour y organiser un second spectacle. C'est au cours de cette fête que les pions en grève depuis quelque temps devaient rencontrer le comité de lutte créé lors de la grève.

...On soutient le mouvement des pions...

La fin du piconat pour les étudiants, les bourses devenant de plus en plus inaccessibles, font qu'un nombre important d'étudiants ne pourront plus accéder aux études supérieures. Bienôt,

ils seront remplacés par une nouvelle catégorie de personnel, entièrement soumise à l'arbitraire des chefs d'établissements. Nous sommes tous concernés ! A travers ces mesures visant à enfoncer les pions, c'est nous, lycéens, que l'on veut enfoncer ! Nous devons riposter à ces attaques, à cette tentative de démantèlement de l'Education Nationale.

...Manifestations offensives...

Jeudi 3 avril, une coordination entre le lycée d'Etat et le lycée technique réunissait quelques 600 élèves et c'est en soutien au mouvement des pions, mais aussi contre les suppressions de classes, contre la réforme de l'alternance qui touche les établissements techniques, d'une manière générale contre la loi Beullac, qu'une manifestation était organisée l'après-midi même. C'est ainsi que tout l'après-midi, plusieurs carrefours étaient bloqués par des sittings (et quelques danses au son de l'accordéon et du violon), puis le cortège qui réunissait quelques 400 lycéens, s'ébranla vers la préfecture avec l'intention de l'occuper, là il devait trouver porte close, il en fut de même à l'inspection académique. Après une halte au Palais de « Justice », le blocage du pont Eiffel (carrefour menant à la route de Paris, Lisieux et Dreux, ainsi qu'aux principales cités-dortoirs), pendant près d'une heure, provoquant d'énormes bouchons, allait clôturer la manifestation.

Un seul point négatif : il n'y avait ni banderoles ni tract explicatifs, et comme la presse locale fera tout pour minimiser la chose, il ne faut pas compter sur elle pour informer.

Et à la rentrée ? Si les pions continuent, on continue avec eux !

Comité de lutte du lycée d'Etat d'Evreux

Il n'y a pas que la droite qui calomnie la révolution espagnole !

Récemment le quotidien local avait publié un communiqué du PCF faisant allusion à la guerre d'Espagne de 1936-39, et faisant découler la victoire de Franco de l'attitude de Léon Blum. Devant cette vision singulièrement étriquée de l'histoire, notre groupe réagissait en faisant publier dans ce même quotidien le communiqué suivant :

« S'il est exact que les démocraties occidentales, en ne participant pas à la lutte antifasciste en Espagne, se firent complices de l'insurrection de Franco, il ne faudrait pas oublier le rôle du gouvernement républicain espagnol, dominé par les communistes.

Dans les mois qui suivirent le soulèvement franquiste, une révolution sociale sans précédent se déroula en Espagne. Spontanément, des centaines de milliers de paysans et de travailleurs s'approprièrent, avec l'aide de la Confédération Nationale du Travail (centrale anarcho-syndicaliste), à opérer une transformation radicale des conditions sociales et économiques. Cette révolution, essentiellement anarchiste, se révéla une entreprise remarquable de par l'ampleur des collectivisations entreprises à la fois dans l'agriculture et l'industrie.

A partir d'octobre 1936 et jusqu'en octobre 1937, le gouvernement central, bien plus effrayé par l'avancée de la révolution que par l'avancée fasciste, s'employa à rétablir le système « libéral » partout où cela était possible.

En 1937, les « journées de mai » portèrent un coup direct à la classe ouvrière : des troupes commandées par un général communiste, tirèrent sur les travailleurs de Barcelone. On releva 500 tués et plus de 1 000 blessés.

Enfin, en août 1937, la division du colonel Lister pénétra en Aragon au moment de la moisson des blés, et attaqua les collectivités (non armées) qui prospéraient et offraient un nouveau modèle d'organisation. Le découragement qui s'ensuivit, contribua fortement à l'effondrement du front, puis à la victoire franquiste ».

Quelques jours plus tard, le PCF par la voix d'un prof d'histoire (ça fait plus sérieux) réagissait à son tour par un communiqué où se disputent falsification, mauvaise foi et calomnie :

« Au début de 1936, les élections parlementaires en Espagne la constitution d'un gouvernement républicain, soutenu par le front populaire, où les communistes ne sont pas majoritaires (contrairement à ce que dit le communiqué du groupe anarchiste). Dans les mois qui suivent, les féodaux et les capitalistes espagnols, en accord avec l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste, organisent un complot militaire contre le nouveau gouvernement. En juillet 1936, ils passent à l'action à partir du Maroc espagnol. Les fascistes allemands et italiens les soutiennent immédiatement.

Durant la guerre contre Franco, les anarcho-syndicalistes dénoncent le front populaire : ils tiennent le gouvernement de coalition constitué sur une base

démocratique pour un gouvernement ordinaire de type bourgeois, et ils appellent à travailler à son renversement.

Ils se refusent pratiquement à s'associer à la création d'une armée populaire à commandement unique. Ils entendent utiliser les formations militaires sous leur contrôle pour leurs buts particuliers et ils affaiblissent ainsi la résistance militaire aux armées fascistes.

La situation de l'Espagne aux prises avec l'agression fasciste exigeait la réalisation du front uni de toutes les forces qui se refusaient à la solution fasciste. Une victoire de ces forces aurait ouvert la possibilité de transformations politiques et sociales fondamentales. Les anarchistes espagnols s'y refusaient et, en prenant des mesures qui rencontraient l'opposition des paysans et des petits propriétaires en général, en suscitaient les divisions entre antifascistes qui allèrent jusqu'aux heurts armés, ils affaiblirent la résistance et favorisèrent ses ennemis.

Les « journées de mai » 1937 à Barcelone donnèrent lieu à des émeutes qui mirent aux prises le gouvernement républicain et les anarcho-syndicalistes. Les anarchistes s'attaquèrent ouvertement aux permanences socialistes et communistes. Du côté franquiste, on se réjouit ; Radio-Séville (aux mains des partisans de Franco) déclara : « nous n'avons pas besoin de conquérir la Catalogne, on nous la servira sur un plateau ». De cette situation les anarchistes étaient bien responsables.

Durant la guerre d'Espagne, les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. n'ont pas été capables d'accepter de faire la guerre avant tout contre les fascistes. Ils n'ont pas saisi que de la victoire militaire surgirait tout le reste - et non pas l'inverse (comme continue de le dire le communiqué du groupe anarchiste) ».

Ainsi à sa manière le PCF en solidarité avec les communistes espagnols et surtout pour se dédouaner eux-mêmes aux yeux de l'opinion publique réécrit l'histoire à sa manière (les derniers événements concernant l'affaire Marchais nous avaient encore montré leur conception de la vérité historique). Dans le cadre d'un court article nous n'avons pas le temps de réfuter tous les mensonges qui s'accroissent le long de ce communiqué. Voici cependant quelques titres qui permettront aux lecteurs suffisamment informés sur la révolution espagnole de se faire une idée précise :

- Gaston Leval : Espagne libertaire, éd. La Tête de Feuille.

- Georges Orwell : Catalogne libre, éd. Gallimard.

- Camillo Berneri : Guerre de classe en Espagne, éd. Spartacus.

- Ollivier-Landau : Les Fossoyeurs de la révolution sociale, éd. Spartacus.

- Fernando Gomez-Pelaez : Santiago Carrillo ou l'histoire falsifiée, éd. Noir.

Toutes ces ouvrages sont en vente à Publico.

Gr. anarchiste d'AMIENS

Ventes d'armes : le serpent se mord la queue

La politique française de ventes d'armes aux pays arabes se porte bien. Depuis une quinzaine d'années on ne compte plus le nombre de Mirages, de matériel blindé terrestre ou de vedettes lance-engins que la France a vendu dans cette partie du monde, s'assurant d'une manière bien particulière l'achat de matières énergétiques.

Toutefois, il arrive que cet expansionnisme économique basé sur la vente de matériel guerrier se retourne contre le fabricant par une ironie du sort dont peut être seule créatrice la maigresse diplomatique.

C'est ainsi qu'il fut plaisant d'apprendre que le dimanche 23 mars un Bréguet-Atlantic de l'Aéronavale française avait été outrageusement agressé par deux Mirages lybiens livrés en 1969.

Rassurons-nous toutefois, les techniciens français trouveront tôt ou tard un moyen de protéger les patrouilleurs contre les radars de tir.

Aussi faudrait-il que la France ne soit pas malavisée, dans le cadre de la normalisation des relations avec la Lybie, de vendre des patrouilleurs ainsi nouvellement équipés.

Renaud
(gr. Le Père Peinard)

UNITÉ A LA BASE

Voilà deux mois que nous effectuons sur Saint-Ouen une campagne d'affiches sur le boycott des Jeux olympiques de Moscou, de la même façon qu'en 1978 nous le faisons sur la Coupe du Monde de football en Argentine.

Cette campagne a été décidée au Congrès de notre Fédération en 1978 et s'inscrit dans le cadre de la lutte que les anarchistes mènent contre le totalitarisme. Elle a, à nos yeux, d'autant plus d'importance qu'elle nous donne l'occasion de faire le bilan des réalisations communistes qui, partout, ont installé des régimes de terreur, d'oppression, ont pratiqué les interdictions professionnelles, la déportation, quand cela n'a pas été l'extermination.

Ce n'est pas le communisme à la française qui démentira ses prédecesseurs : « un bilan globalement positif ». Bien qu'il n'ait pas le pouvoir, partout où il domine, qu'il s'agisse de syndicats ou de municipalités, et même partout où il est suffisamment fort, les méthodes qu'il utilise, s'inspirent de deux règles. La première, c'est La Fontaine qui nous la donne : « La raison du plus fort est toujours la meilleure ». La seconde, c'est Trotsky ou la Compagnie de Jésus : « La fin justifie les moyens ».

Discutez avec un communiste ou plutôt faites-vous insulter - c'est plus courant - et vous verrez que le mécanisme mental du militant de base, celui avec qui on est censé faire l'unité (1), est simple : le PCF est le parti de la classe ouvrière ou des travailleurs, toute critique du PCF est une attaque envers les intérêts des travailleurs.

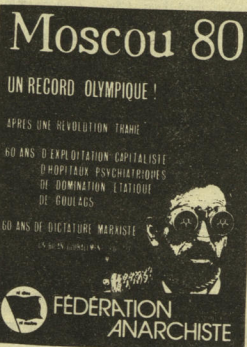
C'est autour de cet axiome que la discipline du parti est forgée. Elle rend l'édifice inébranlable et lui permet toute sorte de gymnastique qui va de « la grève est l'arme des trusts » (Thorez) à l'extermination afghane.

Toutes les pilules passent, de la plus petite à la plus grosse, sans que la mécanique du parti soit troublée. Il fait l'admiration des gauchistes, pour qui le parti de la classe ouvrière reste un modèle et un mythe, et qui ne cessent de japper aux fesses du grand frère demandant l'unité qu'il a balancée par dessus bord depuis les élections de 1978. Soyez tranquilles, les organisations « révolutionnaires » gauchistes ne contrediront pas la propagande du PC, elles maintiennent l'égitation là où le PC porte sa propagande : Vietnam, Argentine, Chili, mais sur le Cambodge, l'Afghanistan ou les Jeux olympiques de Moscou, silence, ou protestation de pure forme qui ne dépasse pas les limites des militants qui ont besoin de justifier leur existence à côté du grand parti. Sur l'existence, sur la population, aucune action n'est menée qui pourrait « faire le jeu de la droite ». Du côté des « comités spontanés », il faut remarquer aussi que la propagande anti-communiste répugne, ou alors faut-il qu'il y ait la volonté d'une organisation par derrière pour que ceux-ci fonctionnent ?

En tout cas, à Saint-Ouen, bastion communiste, notre affiche condamnant le régime de Moscou à l'occasion des Jeux olympiques (l'affiche dit : « Moscou 80 : record olympique, 40 ans de dictature marxiste... goulags... ») a jeté un froid. La municipalité (merci Audoeniens contribuables) s'est sentie obligée de faire de grands caliquots : « Oui aux J.O. de Moscou ».

On est habitué à l'intolérance des communistes qui n'admettent aucune autre expression que la leur sur les murs de la ville. Il n'y a que les maotistes ou les sectes ésotériques, telles que le parti communiste internationaliste, qui soient capables de rivaliser dans l'esprit de

censure. Mais à cette occasion, les militants de base du PC se sont surpassés : ils n'ont pas pris le temps de faire de la colle pour recouvrir nos affiches, ils les ont déchirées - ça va plus vite -, et le dimanche matin, sur le marché, nous avons eu droit à l'agression verbale et aux menaces argumentées : « enculé... ma boule dans la gueule... » Il faut dire que cet incident se produisait au moment de l'invasion de l'Afghanistan par Moscou, de plus Marchais déclarait aux



Jeunes communistes, réunies à Viotry, vouloir la révolution. Une opération destinée à éloigner les timorés du PC et à resserrer les rangs dans une situation internationale où le besoin d'être disponible face à toute éventualité et de pouvoir suivre la politique de Moscou, se faisait sentir. Les militants mobilisés sur la défense du parti étaient agressifs et l'affaire Marchais-L'Express est venue fort à propos pour maintenir la combativité des troupes.

Si bien que depuis deux mois, comme dans beaucoup d'autres endroits, nous avons droit, chaque dimanche matin, à leurs provocations. Oh ! pas méchantes : ils se mettent devant vous pour vous empêcher de vendre, ils viennent vous gueuler dans les oreilles : « Lisez l'Humanité-Dimanche, le seul journal qui dit la vérité » (c'est moche chez les quotidiens, 30 hebdos et 32 magazines du parti !). Pourtant, le week-end dernier, le PC à Saint-Ouen, par ses militants de base interposés, a franchi un nouveau pas. Un camarade de notre groupe, en compagnie de deux amis, demandait à ces militants pourquoi ils arrachaient les affiches publicitaires pour Le Monde Libéraire, les surprenant dans leur méfait.

Pour toute réponse, passons sur les « péchés », « enculés », alors que notre camarade s'éloignait, voyant qu'il n'y avait rien à attendre de ce genre de provocations, il a vu un de ses amis, resté en arrière et qui est étranger à tout militantisme, se faire agresser physiquement. Ce n'est que grâce au sang-froid de notre camarade et de ses deux amis que cela n'a pas dégénéré en bagarre.

Nous connaissons les méthodes des fascistes et c'est en connaissance de cause qu'on peut dire que le fascisme rouge n'est pas différent du fascisme brun. Il faut savoir que derrière les comités de défense des libertés, des droits de l'Homme de Monsieur Marchais, il y a une réalité qui n'est pas perçue par ceux - militants ou sympathisants - qui se contentent de suivre des slogans, imbus des dogmes qui leur sont inculqués.

C'est précisément là que réside tout le danger du fascisme.

Groupe E. MALATESTA

Doublement exploitées, à moitié payées, les travailleuses familiales luttent !

Des travailleuses familiales se battent actuellement contre les nouvelles conventions collectives. Non seulement elles doivent faire face à leurs employeurs, mais aussi lutter contre l'apathie de leurs collègues car cette profession est fortement marquée par une doctrine sociale chrétienne.

Une travailleuse familiale de Bondy a répondu à quelques questions posées par un militant du groupe Sacco-Vanzetti.

Peux-tu nous définir en quoi consiste ton travail ?

Je suis travailleuse familiale. Avant de t'expliquer mon travail, je te lis la définition des textes : « La travailleuse familiale (TF) accomplit à domicile les activités ménagères et familiales. Elle apporte une aide temporaire au foyer des mères de famille dans l'impossibilité d'exercer leur rôle. Elle exerce une action d'ordre social et selon le cas, éducatif ou psychologique. La TF contribue ainsi à éviter la dispersion des familles, à prévenir un déséquilibre ou à y remédier... Elles interviennent dans les circonstances suivantes :

- lorsque survient dans la famille une maladie, une maternité, du surmenage, etc.,

- la TF peut intervenir dans des cas spécifiques : difficultés liées à des problèmes d'adaptation, tuelles, inadaptations physiques, mentales, sociales... »

Après la théorie, je vais te citer un cas vécu la semaine dernière. Au téléphone je demande mon travail pour le lundi suivant, la responsable du service me dit ceci : « c'est une demande qui émane de la sage-femme pour grossesse à risque avec hypertension et risque d'accouchement prématuré. C'est une famille malienne, trois enfants (3 ans, 2 ans 1/2, 2 ans) et elle attend des jumeaux pour le mois de juillet. Il y a juste le nécessaire dans l'appartement ». Elle me donne l'adresse exacte en me précisant 5^e étage sans ascenseur. En arrivant le lundi matin, je trouve la famille logée dans un F2 sans eau chaude, sans chauffage, sans salle d'eau, sans confort (que des lits, une table, un vieux canapé). Des surcroît la maman et les enfants ne parlent pas et ne comprennent pas un mot de français.

Cette femme attend de moi que je prenne les enfants, que je les sorte de cet appartement invivable. Les enfants restent toujours enfermés, craignent tout à l'extérieur, je dois porter le plus jeune tandis que les deux autres se cramponnent à mon pantalon.

Tu vois, c'est cela mon rôle social, éducatif et psychologique » dont parlent les textes : VIVRE chez des familles démunies dont personne ne soupçonne l'existence. Je partage leur vie durant une semaine, quinze jours, un mois ou même davantage à raison de 8 heures 1/2 minimum par jour.

Tiens, je pense à cette femme que j'ai aidée moralement surtout. Au début, j'intervenais pour une grossesse difficile, elle restait alitée, elle avait besoin de parler. Les médecins la gavaient de médicaments pour qu'elle puisse garder cet enfant. En fait, un après-midi, elle rentre en clinique où elle fait une fausse couche suivie d'un curetage, tout cela sans anesthésie. On ne lui cache pas que c'est un garçon qu'elle vient de perdre. Comme si ce n'était pas suffisant comme choc, la sage-femme lui demande d'emmenier elle-même son fœtus à Port-Royal pour des examens complémentaires. Tu comprendras aisément que mon intervention a duré plus longtemps que prévu, cette femme étant au bord de la dépression. D'ailleurs il n'est pas rare qu'à force de vivre et d'écouter les autres, les TF se retrouvent elles-mêmes dépressives.

Pour exercer ce travail recevez-vous une formation spéciale ?

Bien sûr, nous suivons une formation de huit mois. Mais actuellement cette formation ne répond plus aux problèmes que nous rencontrons par la suite. C'est une formation qui suit beaucoup plus les textes que le vécu. Sinon une fois le cycle terminé, on se présente à la prochaine session d'examen. En attendant, on nous fait travailler dans les familles en qualité de « stagiaire », ainsi

par cette appellation, on ne nous paie qu'au SMIG, pourtant nous aidons des familles comme je viens de te citer. Mais ce n'est pas fini, le certificat de TF ne nous est délivré qu'après une année probatoire, c'est-à-dire que pour moi qui ai passé mon examen en octobre 1976, qui l'ai réussi, on ne m'a délivré mon diplôme qu'une année après l'exercice continu de la profession, étant donné que j'avais été en arrêt de maladie durant deux mois, j'ai reçu le certificat qu'en décembre 1977. Comme ça, on m'a payée au SMIG encore plus longtemps que d'autres.

Actuellement, économiquement parlant, comment t'en sors-tu ?

Je m'en sors parce que je n'ai pas de loyer à payer, vivant chez mes parents. Sinon, après cinq années d'ancienneté, je touche net 2 520 F par mois. Tu peux voir que c'est peu et que l'on ne va pas bien loin avec ça. Certaines de mes collègues s'en sortent en laissant le repas du midi, le cinéma, les loisirs en général. Elles restent chez elles une fois le boulot fini.

Peux-tu nous préciser les rapports Etat-organismes employeurs, TF, ou si tu préfères qui emploie qui et où dépendez-vous ?

Tu me poses une question bien difficile. Nous sommes tellement divisées. A la base de tout, le ministère de la Santé publique qui fournit les bourses de formation et donne l'agrément aux différentes organisations de se créer. Ensuite les associations qui reçoivent un appui financier de l'Etat et des caisses de Sécurité sociale ou des Caisses d'allocations familiales, recrutent les TF et organisent leur travail. Nous sommes regroupées en quatre grandes fédérations dans toute la France. Il faut préciser que chacune d'elles ont été créées à des époques où le gouvernement lançait un nouveau programme social et familial. Il est aussi très important de connaître l'ampleur « charitable » qu'avait cette profession à sa création, on faisait appel au dévouement, à la bonté de chacune, un côté chrétien en somme, certaines ont gardé cet esprit.

Face aux nouvelles conventions collectives, vous avez un combat. Quel est-il ?

Où, les employeurs nationaux veulent signer une nouvelle convention en juillet. Sur tous les points, elles sont restrictives pour nous :

- année probatoire élargie à deux ans,

- travail possible les jours fériés et les week-ends,

- augmentation du temps de travail par jour (avant 8 h et après 18 h),

- suppression du temps de récupération actuel. Nous pouvions récupérer le 1/10 du temps de travail effectif supplémentaire, ils ne veulent nous donner que 24 heures pour trois mois.

En compensation ils nous proposent quatre jours ouvrables pour le décès du conjoint, de la mère ou du père ou d'un enfant, ils se foutent vraiment de nous.

Pour ce qui est du combat, il est très difficile, nous sommes peu à nous mobiliser. Comme je le disais tout à l'heure, beaucoup de TF sont entrées dans la profession pour son côté « charitable » et « chrétien », elles considèrent le travail comme une œuvre bienfaitrice, alors il est difficile de les faire changer d'avis. Nous ne sommes que les jeunes et quelques autres à faire pression sur les employeurs. Si cette convention est signée, beaucoup, comme moi, choisiront un autre travail.

Propos recueillis par BERNARD (gr. Sacco-Vanzetti)

Main basse sur l'INRA

Actuellement, l'Institut national de la Recherche agronomique (INRA) est un établissement public à caractère administratif et un projet de réforme vise à le transformer en établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Ce projet est actuellement entre les mains du Conseil d'Etat, pour avis ; si celui-ci est favorable, la réforme se fera et l'INRA deviendra un EPIC.

Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement que l'INRA aura une très large marge de manœuvre pour travailler en étroite relation avec le secteur privé, ce qui implique que la recherche agronomique sera cette fois totalement au service des industriels, style ELF-Aquitaine, Rhône-Poulenc... qui financent déjà des travaux de recherche.

L'INRA travaillait sur des projets de lutte biologique intégrée pour les cultures ; on devine aisément ce que deviendront de tels projets avec cette réforme : ils iront tout droit au panier. Profit oblige. Entre la qualité des aliments destinés à la consommation humaine et la profit des fabricants de pesticides-insecticides en tous genres, le choix est vite fait.

Mais à l'INRA, ce projet est loin de faire l'unanimité. Outre les syndicats qui sont contre, seize chefs de département sur vingt (responsables INRA, venant immédiatement après la direction générale) sont également opposés à cette réforme qui livrerait l'INRA aux mains des industriels, mais comme d'habitude la décision se fera contre l'avis des intéressés, la raison d'Etat étant la plus forte. D'ailleurs, cette année, il n'y avait pas de stand de l'INRA au Salon de l'Agriculture, de peur que le personnel de l'Institut informe les agriculteurs venus à ce dernier sur ce qui se trame, car si cette réforme et ce qu'elle implique, peut paraître lointaine par rapport aux problèmes quotidiens des paysans, c'est leur sort qui est en jeu. En effet, la recherche ne répondra plus du tout à leurs besoins, mais servira à engraisser un peu plus les Rhône-Poulenc et cie.

Une fois de plus l'intérêt des paysans et par extension celui des consommateurs - donc de nous tous - est sacrifié au profit de quelques-uns.

Il est grand temps de nous organiser pour qu'ensemble, chercheurs, paysans, ouvriers, nous décidions l'orientation de la recherche, afin que celle-ci soit réellement au service de tous et réponde à nos besoins, ce qui implique la destruction de la société marchande basée sur le profit, et de l'Etat sous toutes ses formes.

JEAN-EMILE
(Liaison Florac)

Attention !

En raison du Congrès de la Fédération Anarchiste, la librairie Publico sera fermée du jeudi 15 mai au lundi 19 mai compris.

Librairie PUBLICO

3 rue Ternaux
75011 PARIS

du mardi au samedi
de 10 h 30 à 19 h

Nicaragua

Avec la campagne d'alphabétisation en cours, la fraction de gauche du capital continue toujours de mystifier le prolétariat...

« Pour les révolutionnaires, il est relativement facile de s'emparer du pouvoir économique d'une société. Mais ce qui est beaucoup plus difficile, ce qui demande des années, c'est de s'emparer du pouvoir idéologique, de ce pouvoir intangible qui s'exprime dans la mentalité des hommes ».

Commandant Bayardo Arce (responsable des questions culturelles au sein de la direction du Front sandiniste de libération nationale)

L'insurrection prolongée conduite par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), et la reconstruction nationale qui a suivi et qui se poursuit aujourd'hui, n'ont finalement rien été d'autre qu'une violente restructuration de l'appareil capitaliste régional, qui a vu s'opposer de façon ouverte les fractions modernistes de la bourgeoisie nicaraguayenne à la fraction archaïque jusqu'alors dominante, toute entière représentée dans et par le clan Somoza.

La prise du pouvoir par le courant sandiniste représente pour le capitalisme local une volonté profonde de reconversion et de réadaptation des rouages essentiels de son économie, nécessitée tant par la crise mondiale que par les difficultés internes propres à un des secteurs les plus faibles du bloc capitaliste sud et centre américain. Ce réaménagement de l'appareil de production a de plus donné la possibilité effective à la bureaucratie sandiniste d'enrayer le mécontentement croissant du prolétariat (cf. les grèves et les débuts d'insurrection autonome des quartiers ouvriers durant la fin du règne Somoza) qui aurait pu déboucher sur une situation objectivement révolutionnaire et qu'elle a, dès lors, habilement muséifiée en le détournant de ses objectifs de classe et en le fourvoyant dans l'illusion démocratique à partir de laquelle la classe capitaliste actuelle a assis son hégémonie.

Le corporatisme somoziste était désormais dépassé, c'est-à-dire économiquement caduc étant donné qu'il était globalement devenu de plus en plus une entrave déterminante à l'accumulation capitaliste et à ses nouveaux besoins de l'heure. Il fallait dès lors, pour redonner aux entreprises un fonctionnement capitaliste réellement rentable et compétitif, se débarrasser du carcan corporatiste, dorénavant rétrograde, que la dynastie Somoza avait confisqué depuis plus d'un demi siècle à son seul profit.

Désormais sclérosé et de plus en plus anachronique par rapport aux intérêts de classe réels de la bourgeoisie, le somozisme qui, selon l'expression même d'un membre de la Confédération des entreprises privées, entretenait « une situation de concurrence déloyale », devait historiquement disparaître pour céder la place à un capitalisme rationalisé et plus adapté aux exigences nationales et internationales du capitalisme contemporain. Mais pour endiguer sérieusement la montée révolutionnaire du prolétariat de plus en plus menaçante pour ses intérêts fondamentaux de classe, la seule issue qu'il restait à la bourgeoisie, c'était encore et toujours sa carte de gauche avec le traditionnel front populaire et sa tactique frontiste de pseudo-avancée vers un « socialisme populaire ».

A MANAGUA COMME AILLEURS : LA BOURGEOISIE NE DEMANDAIT ET NE DEMANDE QU'UNE SEULE CHOSE, QUE L'ORDRE CAPITALISTE PERSISTE !

Toutes proportions économiques et historiques gardées, le FSLN ressemble à bien fort au MFA portugais et le processus idéologique de mystification mis méthodiquement en place à Managua par les sandinistes à l'encontre du prolétariat pour le maintenir fermement dans les limites capitalistes de ce qu'on envisage pour l'heure la classe dominante, est, somme toute, assez proche de ce qui s'était déroulé en 74-75 à Lisbonne quand, après avoir éliminé Caetano, le MFA en tant que couverture militaire de la gauche du capital avait méticuleusement encadré le prolétariat pour le maintenir dans le cadre voulu par la bourgeoisie.

Comme l'avouait dernièrement Wheeler (tendance de gauche du FSLN) : « Nous avons passé des engagements formels avec la bourgeoisie démocratique et nous entendons les respecter », bref, les choses sont claires, il s'agit d'attacher le prolétariat aux intérêts de la classe qui l'exploite, tout en le persuadant en permanence que c'est pour

lui que s'opère « la reconstruction nationale ». La dictature et la démocratie ne sont rien d'autre que deux façons différentes et complémentaires d'encadrer le prolétariat. La première en l'intriguant de force, la seconde en l'associant par l'intermédiaire des organisations syndicales et politiques qui parlent en son nom. Le capital opte pour l'une ou l'autre de ces méthodes, selon ses nécessités du moment. Au Nicaragua aujourd'hui, le FSLN est indispensable à la bourgeoisie pour contrôler les travailleurs et isoler les fractions potentiellement révolutionnaires qui pourraient en émerger.

A l'heure actuelle, la campagne d'alphabétisation mise en place au Nicaragua ressemble d'ailleurs étonnamment aux campagnes de dynamisation culturelle effectuées jadis au Portugal. On y retrouve les mêmes thèmes de mobilisation de la force de travail ouvrière ; travailler plus et mieux, augmenter la production et bientôt, sans nul doute, la condamnation de la grève comme moyen de lutte contre-révolutionnaire... Point de gestion capitaliste rentable de l'économie nicaraguayenne sans simultanément l'organisation méthodique d'un permanent contrôle politique des mentalités. C'est désormais cette organisation que le gouvernement sandiniste considère comme prioritaire pour empêcher le prolétariat de comprendre trop rapidement qu'il s'est battu pour simplement changer de maîtres, c'est-à-dire pour moderniser en fait l'appareil de production marchande qui l'enchaîne aux bagnes du salariat que le FSLN est en train de réaménager pour lui.

Conditionner le prolétariat afin qu'il ne se pose pas la question essentielle, à savoir quelle est la finalité de la production à laquelle on l'astreint, telle est effectivement la signification première de cette vaste campagne idéologique mise en place dans tout le pays. Mais ce n'est pas la seule, car il est aussi évident en dernier lieu que la modernisation de l'économie nicaraguayenne nécessite, pour aboutir, que l'on transforme aussi la masse prolétarienne largement illettrée, afin que la classe capitaliste puisse disposer d'un personnel sachant lire, écrire, compter, qui lui permette, selon ses propres termes, « la réactivation de l'économie nationale ».

Dès lors soutenue par de très larges secteurs du capitalisme mondial (Pays-Bas, UNESCO, Cuba, Conseil mondial des Eglises...), relayée par toutes les fractions capitalistes de la gauche et de l'extrême-gauche internationale (Soare, Mitterrand, Marchais, Krivine, Arlette et cie...), l'action économique et idéologique entreprise par la classe capitaliste nicaraguayenne nous est une fois de plus présentée à travers les « média progressistes » comme une « vraie » révolution populaire qui, cette fois, va réussir.

Mais contre tous ces organes de la contre-révolution en milieu prolétarien, il faut dire et redire que demain, si la mystification charmeuse ne joue plus, le FSLN n'hésitera pas un seul instant à faire ce qu'hier fit Somoza pour étouffer l'émergence révolutionnaire du prolétariat.

C'est l'auto-organisation de la classe elle-même qui en se développant de façon autonome contre toutes les mystifications démocratico-progressistes entretenues par la gauche et ses rejoints gauchistes (ultime issue du capital), pourra seule amener vers la destruction effective des rapports marchands, du salariat et de l'Etat.

A Managua comme partout ailleurs plus que jamais cette émergence révolutionnaire du prolétariat conscient de ses intérêts de classe et marchant vers la révolution sociale implique avant tout le refus total de tous les gouvernements de gauche, fronts populaires et consorts, qui ne sont, comme l'expérience historique nous le montre ici une fois de plus, que le pire produit de la droite, la dernière carte qu'il reste au capital pour détourner les travailleurs de leurs objectifs réels de classe.

Gr. Commune de KRONSTADT

Où en est la C.N.T. ?

suite de la p. 1

Curieusement là encore, la presse espagnole, qui jusqu'à lors avait tenu cette organisation dans un profond mépris, allait montrer une touchante attention envers ce secteur scissionniste de la C.N.T., affublé du qualificatif amusant de « rénové », comme si le mensonge, l'injure et la provocation étaient des choses nouvelles. Un nombre impressionnant d'articles pour le moins favorables allaient lui être consacrés, et tous les communiqués provenant de ce secteur publiés. Tous ces communiqués devaient d'ailleurs se limiter à un seul et même refrain qu'on peut résumer ainsi : le secteur « rénové » regroupe de 75 à 90% des syndicats, le reste étant plutôt des petits groupes de personnes que de véritables syndicats, aux mains de l'exil et de la F.A.I.,

sode lorsqu'on sait que 2 500 personnes se présentèrent au meeting, remplissant la salle de cinéma ? Nous verrons encore par la suite que l'intoxication au moyen de communiqués systématiquement repris par la presse bourgeoise, devait franchir d'autres bornes.

La supercherie qui a servi de justification à la création de cette « Commission Technique de Rejet » comme à ses troublantes activités, repose sur la façon prétendument inacceptable dont ont été confectionnés et adoptés les accords du V^e Congrès de Madrid. A la vérité, même si ces accords peuvent être discutés dans le détail, leur caractère indiscutablement anarcho-syndicaliste ne peut être mis en cause. Et c'est bien là qu'il faut aller chercher la raison de cette nou-

lière de kilomètres du lieu où elles paraissent. Là encore, il faut le faire !

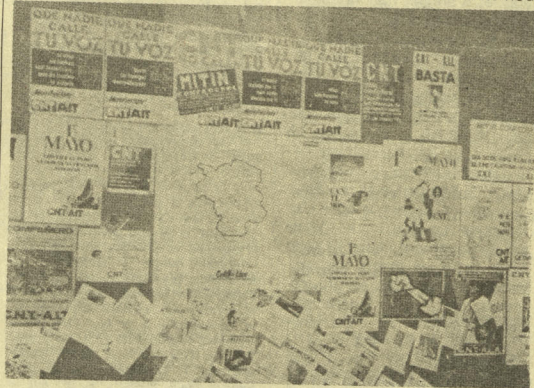
Pour mettre fin à la confusion rendue volontairement publique par le secteur scissionniste de la C.N.T., le Comité National en fonction avait décidé de convoquer les syndicats de l'organisation à une Conférence nationale, les 4 et 5 avril à Barcelone. Cette conférence, à laquelle nous fûmes invités, a rétabli publiquement la vérité sur la situation présente de la C.N.T. : 1 500 personnes présentes, dont 800 délégués représentants directs de 265 syndicats, nous savons aujourd'hui où sont les 75 à 90% de l'organisation. Après avoir dressé un bilan de la situation traversée par le centrale anarcho-syndicaliste espagnole, son secrétaire général, Jose Bondia, a laissé place aux délégués qui se sont succédés au micro pour ratifier les accords du V^e Congrès et affirmer avec fermeté que les militants ne toléreraient plus longtemps l'utilisation honteuse du sigle de l'organisation, faite par une minorité qui avait la possibilité d'exprimer son désaccord en son sein, mais qui a préféré la scission. Il faut d'ailleurs préciser que certains syndicats ont choisi de rejeter les accords de ce congrès en le faisant par la voie organique, comme le prévoit le mode de fonctionnement de l'organisation.

L'échec du secteur scissionniste fut là encore d'autant plus poignant que sa condamnation de la Conférence nationale des syndicats, des 4 et 5 avril, n'avait rien d'idéologique. Dans un nouveau communiqué, repris largement par le quotidien de Catalogne *Mundo Diario* du 3 avril 1980, ce secteur précisait que la Conférence serait une réunion de vieux exilés de France venus se rencontrer à Barcelone avec une poignée de leurs fidèles en Espagne. Il faut croire que l'exil conserve car, à part les quelques délégués des syndicats de retraités, effectivement âgés, les nombreux autres avaient l'air plutôt dans la force de l'âge... Pour suivre dans le seul domaine où ils ne se montrent guère à court d'idées, celui de la calomnie, nos « rénovés » affirmaient que les délégués d'Andalousie n'avaient eu à verser que 100 pesetas symboliques (5 à 6 francs) pour payer leur voyage et leur séjour dans la capitale catalane, financés en réalité par... l'exil et la F.A.I. Pour terminer, leur venue à Barcelone, qualifiée de « week-end touristique », était comparée aux voyages organisés sous le franquisme, lorsqu'on amenait gratuitement les populations jusqu'à Madrid pour applaudir le dictateur lors de son discours annuel sur la Place d'Orient. Les personnes qui écrivent cela et qui le font publier par la presse bourgeoise étant des « libertaires », ne dites pas auprès de certains que vous désapprouvez ces méthodes, car vous seriez un « autoritaire ».

La maison remise en ordre, le travail sérieux va-t-il enfin pouvoir commencer ?

FLOREAL

**Les raisons de cette non-reconnaissance du secrétaire général restent inexplicables. Celui-ci, Jose Bondia, affilié au syndicat de la métallurgie de Madrid, est pourtant le seul, sur les trois qui ont compté la C.N.T. depuis sa réapparition, à avoir été élu majoritairement lors d'un congrès. Les deux autres l'avaient été par des comités restreints alors que l'organisation était encore dans une période de « flou artistique » au niveau structurel.*



ces deux derniers regroupements étant désignés comme des repaires de canailles aux méthodes de gangsters. Par deux fois, ce secteur « rénové » allait montrer jusqu'où il était capable de pousser la perfidie, en adressant à la presse des communiqués d'une rare bassesse. Il faut savoir ici que depuis de nombreux mois, la C.N.T. tente de récupérer ses archives, stockées à l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam, qui ne s'est guère montré pressé de rendre ses biens à ses propriétaires. Pour accélérer la récupération de ces archives, quatre militants de la C.N.T. occupaient l'ambassade des Pays-Bas à Madrid, le 1^{er} mars 1980. A l'issue d'une réunion tenue les 1 et 2 mars derniers, la « Commission Technique de Rejet du V^e Congrès »,

en même temps qu'elle révélait dans un communiqué la nomination d'un nouveau secrétaire général, manifestait sa condamnation de l'occupation de l'ambassade, affirmant qu'elle était l'œuvre de militants connus de la F.A.I., désireux de récupérer les archives de la C.N.T. dans le but d'y faire disparaître tout ce qui touche aux activités de cette organisation spécifique pendant la guerre civile espagnole (*El Pais* 2/3/80). Il fallait le faire ! Plus tard, alors que cette fameuse « Commission Technique de Rejet » avait péniblement réussi à rassembler 150 personnes dans une réunion publique

à Valence, celle-ci devait encore se manifester à travers un communiqué repris par toute la presse locale, lorsque la C.N.T. organisa un meeting dans la ville de cette même ville. Ce communiqué, signé d'un prétendu « Comité National de la C.N.T. » et d'un non moins prétendu « Comité Régional du Pays Valencien », affirmait que le meeting prévu n'avait rien à voir avec la C.N.T., mais était l'œuvre de manipulateurs vendus, vous l'avez deviné, à l'exil et à la F.A.I.. Est-il besoin de s'étendre davantage sur cet épi-

quelque provocation à laquelle doit faire face aujourd'hui la C.N.T. d'Espagne. Evoquant les principes et finalités de l'organisation anarcho-syndicaliste, alors que ces points étaient inscrits à l'ordre du jour du congrès de Madrid, ces mêmes éléments de l'ex-Comité National aujourd'hui intégrés à la « Commission Technique de Rejet », s'étaient permis le luxe, dans des déclarations faites à la presse, d'affirmer avant la tenue du congrès qu'ils seraient eux aussi « rénovés », à la grande joie d'un secteur ultra-réformiste qui avait fait de la présentation de la CNT aux élections syndicales-politiques espagnoles son cheval de bataille. D'un autre côté, un autre secteur de la C.N.T. absolument hostile au syndicalisme - même s'il s'agit d'anarcho-syndicalisme ! - avait opté pour un mouvement global, une sorte de C.N.T. aux contours imprécis, tournée aussi bien vers les secteurs marginaux que partout ailleurs. Pour tous ces courants, l'échec de leurs respectives « rénovations » a été reçu comme une giflette et leur néfaste activité du moment n'en est que la réaction. Dès lors, les principes et la finalité de la C.N.T. étant restés fidèles à ce qu'ils étaient, on s'est employé à salir par tous les moyens le déroulement du congrès lui-même et tous ceux qui se sont reconnus à travers les accords qui y furent adoptés. Et dans ce domaine, on a mis le paquet ! « Filage permanent de certains militants... agressions physiques... tricheries dans les systèmes de vote... couteaux et révolvers à portée de la main... », etc., on ne nous a pas encore parlé de femmes violées mais cela viendra sûrement ! Il est d'ailleurs utile de signaler ici que quelques publications libertaires françaises, qui n'avaient aucun observateur présent au congrès de Madrid, ont repris à leur compte ces inepties, « oubliant » de commenter les textes pour ne considérer que le déroulement de ce qui se passait à plusieurs mil-

Les nationalités et le fédéralisme libertaire

La position des libertaires sur la question nationale, sur le droit à l'existence des nationalités a toujours été claire. Notre internationalisme n'exclut pas, n'efface nullement les nationalités. Chaque nationalité a ses particularités. Les liens entre les hommes d'une même nationalité sont forts et durables, et ils jouent un rôle important dans les rapports entre les différentes ethnies constituant une nation.

L'attitude des libertaires à l'égard des ethnies est déterminée par le principe fondamental de l'anarchisme reconnaissant la pleine autonomie et la liberté de l'individu - réalité palpable et pierre angulaire de la société. Le même principe appliqué aux divers groupes sociaux, aux diverses entités sociales, s'exprime ainsi, selon Bakounine : « Reconnaissance du droit absolu de toute nation, grande ou petite, de tout peuple, faible ou fort, de toute commune à l'autonomie complète ».

Cependant, autonomie ne signifie nullement séparatisme et isolement. Le droit à la liberté, à l'indépendance n'est pas l'unique principe réglant les rapports humains. L'autonomie, sans la solidarité, pourrait aboutir à l'impuissance, à une dépendance réelle, pour se terminer par le suicide dans un monde comme celui d'aujourd'hui où l'interdépendance entre individus, communes, ethnies et nations, devient une nécessité qui s'impose matériellement.

Par conséquent, la liberté et l'autonomie rendent indispensables l'union et la réunification, et imposent la solidarité qui se réalise par la fédération.

Le fédéralisme libertaire

Dans le monde autoritaire, étatique et capitaliste où nous vivons, l'idée même de fédéralisme, comme celle d'autonomie, est déformée et défigurée. Il existe diverses conceptions de fédéralisme, plusieurs espèces de fédéralistes et de fédérations. La Suisse, les Etats-Unis d'Amérique et même l'URSS sont des fédérations d'Etats, édifiées sur le principe de l'autorité, reconnaissant le droit au pouvoir de chaque unité constituant l'ensemble fédéral étatique. Le fédéralisme est devenu à la mode aujourd'hui. L'édification d'une fédération ou d'une confédération européenne est l'objet de discussions entre les Etats de l'Europe occidentale. Les uns sont pour « l'Europe des nations », d'autres - plus à « gauche » - préconisent la réunification par ethnies ou par régions « historiques ». Le « principe du fédéralisme » trouve sa place et son application même au sein d'un seul Etat, sous l'appellation de « régionalisme ».

Dans tous les cas, il ne s'agit réellement que de « parcelisation » relative de l'autorité, sans atteindre le centralisme - trait distinctif de tout Etat constitué. L'autonomie, officielle et légalement reconnue, conquise par des référendums, comme celles de Catalogne et des Pays Basques par exemple, se traduit dans la réalité par le droit d'ajouter au parlement central un autre parlement, avec quelques dizaines de députés de plus, et à la police centrale un

corps de police « autonome », et rien de plus !

Notre fédéralisme à nous - le vrai et le seul réellement possible - est libertaire. Il se distingue par : la structure et le fonctionnement.

Les relations entre les hommes dans toute société concernent plusieurs domaines dont les plus essentiels sont : les rapports économiques - rapports de travail, de répartition et de consommation, et les rapports sociaux - rapports politiques, rapports entre citoyens et cohabitants qui occupent un territoire déterminé. Viennent ensuite, aussi, les rapports nationaux, ethniques, déterminés par la communauté de langue, d'origine historique, de culture, de traditions, de création artistique populaire, etc.

Dans les structures et le fonctionnement correspondant aux relations économiques et aux rapports sociaux vus sous l'aspect territorial, il n'y a pas de place pour les distinctions nationales ou ethniques. L'organisation de l'économie et son fonctionnement suivent la ligne des fonctions. La production sociale est logiquement, raisonnablement entre les mains des producteurs constitués en groupes, unions et fédérations, par professions et par branches d'activités se terminant par la Confédération du Travail. L'échange, la répartition et la consommation des produits résultant du travail social reviennent aux consommateurs et à leurs groupements, unions et fédérations au sein de l'organisation sociale - communes, quartiers, zones, régions, etc.

Les producteurs et les consommateurs ne sauraient être considérés par la différence de leurs traits distinctifs d'ethnie et de nationalité. Si dans la vie économique la participation et la prise des décisions respectaient l'appartenance ethnique, l'on aboutirait à la constitution de minorités absurdes.

La même absurdité s'établirait sur le plan de l'administration sociale - dans les communes et leurs fédérations territoriales correspondantes - si l'on procédait dans la structure et le fonctionnement par des différences ethniques.

Par contre, tout ce qui concerne les ethnies et leurs problèmes particuliers revient en droit et en compétence exclusive aux membres des ethnies correspondantes :

Oui ! Autonomie et indépendance dans la solidarité et la fédération ! Mais autonomie et indépendance économique et sociale.

Pour les libertaires ce n'est plus un principe abstrait, mais une attitude historiquement confirmée. Le mouvement makhnoviste précisait dans une déclaration :

« Réclamant l'indépendance de l'Ukraine, nous ne entendons pas sous l'aspect national, mais sous son aspect de travail et de droits sociaux des travailleurs et des paysans. Nous proclamons que le peuple travailleur ukrainien (comme tout autre) a le droit de construire son propre sort non pas en tant qu'entité nationale, mais comme une communauté de travailleurs ».

G.G.

informations internationales

autriche

ELECTIONS PRESIDENTIELLES — En mai, les citoyens autrichiens vont élire un nouveau président fédéral. Comme son homologue de la RFA, il ne jouit pas de pouvoirs comparables à ceux que détient Giscard d'Estaing, souverain de notre République. Mais une élection... cela remue toujours les marais politiques. L'actuel président, Rudolf Kirchschläger, appartient jadis au parti populaire ÖVP, le quitta, fut choisi par le parti social-démocrate SPÖ, en tant que sans-parti, pour être opposé au candidat ÖVP, Lugner, lors des élections de juin 74. Il fut élu à une faible majorité : 52% des suffrages. Et il est, pour les élections de mai, le candidat à la fois des sociaux-démocrates et du parti populaire d'opposition. Une sorte d'union sacrée autour d'un personnage sans grand relief ! Dans la province de Carinthie, tous les partis protestent contre la candidature de Kirchschläger qui a grâce des terroristes nationalistes slovénes ayant perpétré divers attentats, sans doute inspirés par la Yougoslavie. Il ne faut donc point s'étonner si un comité s'est formé pour l'élection d'un candidat « national austro-allemand ». Candidature qu'on peut dire de droite, mettant l'accent sur ce qui attache l'Autriche à l'Allemagne et combattant la corruption d'un Etat autrichien. C'est Norbert Burger (51 ans) qui a été choisi : il a été le champion des droits de la minorité du Tyrol du Sud en Italie, a été condamné en Italie, poursuivi en Autriche et en RFA pour actions subversives. Ses chances sont faibles, mais il peut enlever à Kirchschläger une partie des élections ÖVP.

Le parti libéral FPÖ a alors décidé de présenter son candidat. Ce parti passe par une crise interne (dont le M.L. a déjà parlé) et vient de se donner un président considéré comme « à gauche ». Il a choisi pour candidat Gredler qui fut ambassadeur à Pékin et à Bonn et qui peut être sympathique à bon nombre d'électeurs hostiles à Kirchschläger. Ce choix opportuniste dissimule mal une ambition louche : il s'agit d'affaiblir le courant anti-Kirchschläger ! Il est vraisemblable que l'homme, qui est soutenu par le parti au pouvoir et par le parti d'opposition, sera élu. Cette alliance malpropre devrait éclaircir les électeurs sur les jeux de la politique et de l'électoratisme. La seule attitude qui convient, c'est le refus de participer à ce cirque !

Allemagne

CHEZ LES « VERTS » — On sait que le parti des « Verts » se compose d'une droite (qui l'a emporté au congrès de Karlsruhe) et d'une gauche (qui a dominé le congrès de Sârebrück, les 22 et 23 mars). En se lançant follement dans l'électoratisme, les « Verts » allaient fatalement perdre leur caractère original et sombrer dans les cuisines, les magouilles et autres maquignonnages. Les petits succès remportés à Brême et en Bade-Württemberg ont donné matière à réflexion : les ouvriers, soumis à l'influence de la centrale syndicale DGB pro-nucléaire, sont hostiles aux « Verts » et si une ville universitaire comme Tübingen a donné 10% à la liste « verte », une ville industrielle comme Mannheim ne leur a donné que 3%. Les prochaines élections en Rhénanie du Nord-Westphalie (avec les villes ouvrières de la Ruhr) vont être un test très net. Si les « Verts » ne font que 4 ou 4,5%, ils n'auront pas d'élus, mais leur présence suffira pour faire perdre la majorité à la coalition social-démocrate - libérale - et ce sera encore plus vrai, s'il y a une liste « verte » pour les élections au Bundestag. Mais alors, horreur ! Les

« Verts » risquent ainsi de favoriser le succès de Strauss (la droite !) et la défaite de Schmidt (la prétendue gauche). Et l'on voit se dessiner une manœuvre tendant à éviter l'échec du SPD. Le chef de file des « Verts », en Bade-Württemberg, Hasenclever, a appartenu jadis au mouvement extra-parlementaire (APO), puis au parti social-démocrate qu'il a quitté. Contrairement à beaucoup de « Verts », il connaît les ficelles de la politique.

Quelques jours après son élection, il déclarait à Stuttgart qu'il n'était pas encore décidé si les « Verts » présenteraient des candidats pour les élections au Bundestag. La question devrait être sérieusement étudiée ! Premier ballon d'essai pour venir au secours de Schmidt. On trouve l'écho de cette préoccupation dans la revue bruxelloise *Pour* du 4-10 avril, qui est l'organe de la nouvelle gauche : « Sans pouvoir espérer des sièges au Bundestag, les « Verts » risquent d'aider Strauss à remplacer Schmidt, car leurs électeurs, jeunes pour la plupart, risquent plutôt de faire défection au SPD et au FDP qu'à la CDU-CSU de Strauss ». Quelle leçon pour le mouvement écologiste embourbé dans la politique, si - à la suite de tractations sordides - le parti vert se retirait pour ne pas gêner la gauche nucléaire et policière de Schmidt ! Jusque ici les jeunes électeurs avaient popularisé la formule : « SPD-CDU-FDP : non merci » ; arrivent-ils à la remplacer par : « Des élections ? Non, merci ! ».

LA PRESSE DES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS IMMIGRÉS — Nos camarades de la *Freie Press*, de Wetzlar, avec le concours d'ouvriers espagnols de la C.N.T., éditent une revue *Impulso*, revue libertaire de l'émigration. *Impulso* (n° 28) vient de paraître : c'est une revue illustrée de 56 pages, trimestrielle, vendue au prix incroyable de 1,20 DM (ou 3 F.). Ce dernier numéro contient un compte rendu du congrès de la C.N.T., tenu à Madrid ; un historique du mouvement syndical chilien ; une série d'articles consacrés à la sexualité ; des informations internationales et naturellement les nouvelles d'Allemagne qui intéressent particulièrement les ouvriers espagnols travaillant en RDA.

Adresse : *Impulso* c/o Impuls, Postfach 1704, 633 Wetzlar - Lahn.

Irlande

L'AFFAIRE MURRAY (suite) — Un comité de soutien s'est créé afin d'aider Mary Murray à réunir les fonds nécessaires pour entreprendre une action en justice. En effet, Mary Murray, condamnée à perpétuité et emprisonnée à Limerick (Eire), essaie par le truchement des cours de justice d'Irlande et de Strasbourg de faire valoir ses droits conjugaux avec son mari Noël Murray condamné, lui aussi, à perpétuité et qui est à la prison militaire de Curragh. Actuellement, ils n'ont le droit de se voir qu'une heure tous les deux ou trois mois. Dans certains pays de Scandinavie et d'Amérique du Sud, il existe plus ou moins des droits conjugaux. Si Mary pouvait gagner ce droit, cela changerait beaucoup de choses dans la situation de tous les prisonniers d'Irlande. La somme nécessaire pour que la cour de justice européenne de Strasbourg se saisisse du dossier, est très substantielle et équivaut à plusieurs milliers de livres (entre deux à sept mille). Comme il est impossible pour un prisonnier d'obtenir une aide légale pour ce genre de démarche, ce comité de soutien s'est fixé pour but de réunir la somme requise. De plus, il se propose de rassembler le plus d'informations possibles sur les droits conjugaux dans les autres pays du

monde. Pour contacter ce groupe, s'adresser à R.D. Stenson, 15 St Aiden Park, Fair View, Dublin 3.

Angleterre

UN CENTRE ANARCHISTE A LONDRES — A l'initiative de différents groupes parmi lesquels on trouve Freedom Group, Rising Free Collective, Black Flaggers et Anarchy Group, une équipe a été formée dans le but de mettre en place un Centre anarchiste à Londres. Des réactions enthousiastes sont parvenues de toutes les régions d'Angleterre à l'annonce de ce projet et une partie de la somme nécessaire à sa réalisation a déjà pu être réunie. De plus, CRASS et Poison Girls, deux groupes de punk-rock ont enregistré un disque 45 T (*Bloody Revolutions / Persons Unknown*) qui sortira prochainement. Le produit de la vente de ce disque sera intégralement versée au Centre.

Quels sont les buts de ce Centre ? Il en a deux : un politique et un social. Le but politique est de rendre les idées et la littérature anarchistes plus accessibles. Le Centre ne sera pas seulement un lieu pour les individus et les groupes anarchistes, mais sera ouvert à tous. Le but social est de créer un lieu de rencontre où les gens pourront être ensemble et passer un bon moment entre camarades. Dans ce Centre, on pourra aussi bien passer une soirée à écouter de la bonne musique que boire une bière en discutant des mérites et des démérites du matérialisme dialectique et de la récupération de la bourgeoisie. Est prévue aussi une salle de lecture/bibliothèque. Pour une cotisation de 15 livres pour ceux qui habitent Londres et de 10 pour les autres, on pourra y avoir accès pendant un an, profiter de la bibliothèque, du bar, des concerts et participer à l'administration du Centre.

Pour tous contacts, écrire à : Anarchist Center c/o Freedom Press, Angel Alley, 84 B Whitechapel High Street, London E 1

NOUVELLES DES PRISONS — Le dimanche 2 mars environ 80 personnes ont formé des pickets de protestations devant la prison de Holloway en soutien aux femmes incarcérées dans cette même prison. Les manifestants se sont adressés directement aux visiteurs qui entraient pour leur demander de témoigner des traitements et des conditions de détention des prisonnières. Cette initiative a été couronnée de succès. Quatre prisonnières sont même parvenues à faire passer en fraude une lettre disant : « Ces derniers mois nous avons entendu parler de la répression exercée sur les prisonniers hommes, ainsi que les attaques perpétrées par un escadron spécial d'officiers sur nos frères purgeant leur peine à Wormwood Scrubs. Nous aimerions affirmer notre solidarité et montrer aussi qu'en tant que femmes, nous participons à la lutte des prisonniers. En tant que détenues de la prison Holloway nous lançons un appel aux femmes qui sont devenues, pour qu'elles manifestent leur solidarité sous forme d'action directe. Nous réclamons : le droit de former un syndicat de prisonniers, la fin des travaux forcés, la fin de la discrimination raciale et sexiste de la part des gardiens, la fin de la détention préventive surtout pour les femmes ayant des enfants, la fin de l'administration de drogues sur les prisonniers, des facilités d'éducation, la fin de la réclusion solitaire, le droit de s'abonner à des journaux ou livres, la fin de la censure, le droit de visite sans restriction, la fin de la persécution des gens appartenant à une minorité ».

Un groupe de femmes contre les prisons (ELWAP) lance un appel aux femmes avocats et avoués qui voudraient présenter un dossier à la Commission Européenne des Droits de l'Homme. Contact à : ELWAP c/o Box 33, Rising Free, 182 Upper Street, London N 1

Ce...
de la...
cles ». On...
contenu...
essai tout...
prendre a...
et du com...
sances en...
naître la...
sanisme e...
des grands...
étrangers...
exercé co...
voite de la...
verez tout...
façon clair...
vraie.

Francis...
recherches...
car rien n...
il nous fa...
che et pit...
les luttes...
Eugène et...
sel et bien...
moteurs m...
efficaces, d...
nassances. I...
ture de ce...
du siècle...
phupart an...
qui alliam...
des mœurs...
on lit cert...
siens des an...
re tant leu...
quer à notre...
Henry Fes...
tant de 189...
n'a été auss...
encourage...
gémira d'un...
de la popula...
pas assez d...
terrait les p...
on établirait...
la contreb...
il a été ques...
les célibat...
aux gémiteu...
une réponse...
proclamation...
et ses amis...
mérie de la...
but du 20^e...
thusiens d...
teurs s'exprim...
ceux d'extr...
frappait dure...
ner la limitat...
Ronsin nous...
basant sur d...
fiels, que si...
étaient de fa...

Les a...
Be...



A cette époque...
la Fédération...
naire qui se mé...
socialis réform...
dans cet esprit...
gande dans le b...

Nouveauté

La grève des ventres

de F. Ronsin

Ed. Aubier

Ce livre porte en sous-titre « Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France 19-20^e siècles ». On ne saurait mieux résumer son contenu. En effet, on trouve dans cet essai tout ce que l'on peut désirer apprendre au sujet du néo-malthusianisme et du combat pour la régulation des naissances en général. Si vous voulez connaître la différence exacte entre malthusianisme et néo-malthusianisme, l'histoire des grands mouvements français et même étrangers néo-malthusiens, la répression exercée contre eux et même l'histoire du vote de la fameuse loi de 1920, vous trouverez tout cela en détails et présenté d'une façon claire et passionnante dans cet ouvrage.

Francis Ronsin a dû faire de longues recherches pour parvenir à ce résultat car rien n'est oublié dans son travail et il nous fait découvrir cette période riche et pittoresque. Il nous fait partager les luttes et les espoirs de Paul Robin, Eugène et Jeanne Humbert, Nelly Roussel et bien d'autres défenseurs et promoteurs moins illustres, mais tous aussi efficaces, de la limitation volontaire des naissances. Nous nous apercevons à la lecture de cet ouvrage que, dès le début du siècle, les néo-malthusiens (pour la plupart anarchistes) professaient des idées qui allaient bouleverser radicalement les mœurs des générations futures. Quand on lit certaines phrases des néo-malthusiens des années 1900, on a peine à croire qu'elles sont presque vieilles d'un siècle tant leur contenu pourrait s'appliquer à notre époque.

Henry Feire disait dans un article datant de 1890 : « Jamais la vie humaine n'a été aussi encouragée qu'aujourd'hui, encouragée officiellement. C'est à qui génèra d'un ton paternel sur l'état naissant de la population en France ; on ne fait pas assez d'enfants ; pour un peu on traiterait les pères avarés de mauvais citoyens, on établirait une douane pour surveiller la contenance dans les oeuvres de chair ; il a été question d'imposer spécialement les célibataires, de donner des primes aux géniteurs abondants ». On jurerait une réponse aux encouragements à la procréation prodigués par Michel Débret et ses amis ! Ils n'ont d'ailleurs pas le mérite de la nouveauté, car dès le début du 20^e siècle, la chasse aux néo-malthusiens était ouverte et les républicains s'exprimaient en de mêmes termes que ceux d'aujourd'hui. La répression frappait durement ceux qui osaient prôner la limitation des naissances. Francis Ronsin nous apprend d'ailleurs, en se basant sur de nombreux documents officiels, que si les bourgeois de l'époque étaient de farouches adversaires de la

contraception pour les autres, c'est-à-dire pour les pauvres, ils étaient eux-mêmes de grands utilisateurs de préservatifs (vendus librement) et pratiquaient consciencieusement le coit interrompu ! Mais il fallait que les pauvres se reproduisent, car comme le disait un patron en parlant des ouvriers célibataires et sans enfants : « n'ayant pas de jeunes bouches à nourrir, ils dépensent davantage au cabaret et, ne redoutant point d'être rapidement plongés dans la misère si leur patron les congédie, ils sont toujours disposés à prêter l'oreille aux excitations des meneurs syndicalistes ». Des phrases de ce genre, Ronsin en cite un grand nombre. Il nous montre ainsi de quelle manière patronat, grande bourgeoisie et gouvernement s'entendaient et marchaient main dans la main afin d'enrayer au plus vite la baisse de la natalité en France. Il nous apprend également l'opposition du Parti Communiste à la limitation des naissances jusque vers 1960. Celui-ci la considérant comme une idée pernicieuse issue de la bourgeoisie et entraînant les ouvriers (surtout les femmes) au vice. Et puis, moins de petits d'ouvriers, moins de petits révolutionnaires ! Le grand parti réactionnaire de France a aussi des raisonnements bien simplistes !

Malgré toutes ces mises en garde et interdictions de toutes les classes politiques officielles, Francis Ronsin montre que la natalité n'a cessé de baisser jusque dans les années 50 où elle a remonté de façon spectaculaire (le fameux « baby-boom ») avant de se stabiliser.

Le livre se termine avec l'explication de la disparition des mouvements néo-malthusiens bâillonnés par la loi de 1920 et par les conséquences de la Seconde Guerre mondiale. Nous assistons à l'essor du Planning familial et à sa reprise en main de la lutte pour la limitation volontaire des naissances, d'une manière différente du néo-malthusianisme, avec d'autres buts plus individuels. Ronsin nous parle enfin de bouleversement occasionné par l'emploi de plus en plus fréquent des procédés anticonceptionnels modernes et de la lutte pour la liberté d'avorter. Il nous montre bien que rien n'est gagné pour les partisans de la contraception, qui, bien qu'acceptée par de nombreuses personnes, n'est pas encore employée par tout le monde.

Ce livre est très complet et bourré de documents, parfois amusants, souvent révoltants, mais toujours intéressants. Si l'on veut connaître l'histoire du néo-malthusianisme et ce que ce mouvement a entraîné à sa suite, il faut lire « La grève des ventres » !

Catherine LAMBERT

Notes de Lecture

Déjouons la publicité manuel illustré

F. Holtz-Bonneau éd. Surienne

Signe des temps en ce temps du signe, la publicité fait désormais partie de notre univers quotidien au point de l'envahir. Impossible de faire un pas sans avoir l'œil « accroché » par une débauche d'affiches et de slogans de toutes sortes. Impossible de lire un canard (sauf quelques exceptions, dont le Monde Libertaire) sans se farcir dix pages de pub pour une d'information. Impossible d'écouter la radio sans avoir le tympan triller tous les quarts d'heure par des flashes publicitaires. Impossible d'allumer le petit écran sans se faire sauvagement matraquer l'inconscient par les exhortations et les incantations des grands prêtres de la grande bouffe. Bref, dans la rue ou dans l'intimité des foyers, la publicité est partout chez elle. Chez nous !

Face à cette débauche d'images et de sons qui nous agresse à chaque instant, nous prendrions systématiquement pour des cons et finalement nous rendons, on est généralement saisi d'une rage froide qui nous fait osciller sans cesse de l'envie furtive de détruire à la résignation. Au fond, on est relativement impuissant face à l'hydre publicitaire, car on voit mal par où prendre la bête pour lui faire éclater la tête au soleil de notre espoir en une société autre.

Françoise Holtz-Bonneau nous propose une solution pour remédier à cet état de fait : comprendre ! Premier temps de la démarche, résister à notre « publiphobie » épidémique. Ensuite, décorifier le processus publicitaire pour lui mettre les tripes à l'air et bien se pénétrer de sa logique propre et de sa signification. Il ne faut, en effet, pas se laisserurr. Les publicitaires sont loin d'être des imbéciles et ils s'y entendent à merveille pour réveiller en nous le cochon de consommateur qui sommeille. Leurs études de marché et de motivations, l'organisation de leurs campagnes, leur définition des cibles et des axes les plus appropriés pour atteindre ces cibles, témoignent à l'évidence d'une maîtrise certaine du « sujet ». D'un certain point de vue, ils sont même fascinants et à tout le moins d'une efficacité phénoménale. A ce niveau, on pige sans difficulté que dans notre système marchand, il constitue effectivement « l'huile qui fait tourner les rouages de l'économie, de la consommation, de la surconsommation, du gaspillage » ; un ensemble de techniques et de techniciens au service des producteurs ou encore « des spécialistes de la communication à sens unique », dont l'obsession et la raison d'être se résument à « attirer l'attention, susciter l'intérêt, provoquer le désir, déclencher l'achat ».

Cette autopsie de la publicité étant réalisée, et avec combien de brio et de clarté, Françoise Holtz-Bonneau ne se

L'anarchie et la société moderne

de M. JOYEUX

Ed. du Monde Libertaire

Il s'agit là de la réédition du livre de Maurice Joyeux publié aux lendemains de mai 68. Une large introduction trace l'évolution de la décennie écoulée (crise des impérialismes, similitude grandissante entre l'Est et l'Ouest, percée économique du Tiers-Monde, risque nucléaire), mais le texte n'a pas été remanié.

Et c'est bien ainsi, car il s'agit là d'un classique de l'anarchisme qui donne les points de repère de notre projet économique, social, humain, cheminement immense, tragique, fougueux vers l'émancipation.

Divisé en trois parties, ce livre l'espace-temps dans lequel nous vivons, à travers les traditions économiques et l'in croyable saga des humains, ballotés entre l'angoisse et l'espoir, et capables du meilleur comme du pire (Le Constat : l'héritage d'hier, La Lutte : le difficile aujourd'hui, Le But : l'anarchie).

Ce livre est un classique pour deux raisons. La première, c'est qu'il cadre l'anarchisme comme un projet global auto-suffisant, rejetant toute greffe venue du libéralisme ou du marxisme, tout compromis impossible entre la liberté et l'autorité. La seconde, c'est que le texte est insensible aux modes et courants qui ont traversé notre siècle, et qui continuent malheureusement à gâcher les efforts militants de ceux qui, dans le mouvement libertaire, veulent à par-

tir d'un problème donné (syndicalisme, écologie, pacifisme, etc.) en faire découler le reste.

Le programme anarchiste n'étant rien d'autre que l'articulation entre l'individu et le collectif, la synthèse de l'égalité et la liberté, le livre de Maurice Joyeux - facile à lire - qui associe la rigueur contraignante du jugement social, et le scepticisme devant le sempiternel point d'interrogation du comportement humain, face à l'événement, y'a sa place.

Comme le dit l'auteur : « Il est essentiel d'être clair, de rendre aux mots leur sens originel, d'arracher quelques masques, d'esquisser quelques grands axes d'évolution possibles, tout en laissant le soin aux hommes attentifs aux mouvements de leur temps, de remplir de leurs mains et de leur cerveau, les blancs dont ce texte fourmille ».

On peut gommer, raturer ce texte, être en complet désaccord avec certains éléments, l'essentiel est que Maurice Joyeux nous offre ici sa contribution théorique.

Et en ayant réfermé cet essai, peut-être aurez-vous envie de lire ou de relire Le Consulat polonois ou Mutinerie à Montluc, ouvrages qui vous feront partager les douleurs, les méditations, les joies et les erreurs d'un homme en quête de sa liberté.

Alain CRAPAUD

L'anarchie et la société moderne en vente à Publico 25 F.

laisse cependant pas enfermer dans le piège à cons de l'étude et de la réponse technique à la technologie. Si elle cherche à comprendre le comment de la publicité, elle cherche encore plus à en comprendre le pourquoi. En d'autres termes, si son livre se veut un manuel destiné à nous permettre de déjouer les pièges de la publicité, il ne se résume pas pour autant à un outil qui ne servirait qu'à de petits usages personnels et limités ; chacun dans son coin se contentant de sauvegarder ses petits intérêts en sachant éviter les petits et gros pièges de la pub, sans voir plus loin que cette défensive personnelle et à court terme ». Comme elle le dit :

« Ce n'est pas seulement à l'huile du mécanisme qu'il faut s'en prendre, mais à l'ensemble d'un système dont la publicité est l'élément le plus voyant, ex-croissance porteuse du plus secret par l'ensemble de l'organisme ». Une conclusion à laquelle nous souscrivons bien entendu entièrement.

En nous envoyant son bouquin, Françoise nous avait mis un petit mot nous précisant que « son manuel se voulait RADICAL pour extraire à la base le chance publicitaire ». Qu'elle se rassure, non seulement son livre se veut radical, mais mieux... il l'est !

Jean-Marc RAYNAUD

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens



A cette époque, la C.G.T., renforcée par sa fusion avec la Fédération des Bourses, était un syndicat révolutionnaire qui se méfiait autant des partis politiques et des sociaux réformistes que de l'état et du capital. C'est dans cet esprit qu'elle commença à faire de la propagande dans le bassin minier.

C'est alors que les guesdistes décidèrent de fonder la Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais, qui rallierait tous ceux que Basly faisait gerber. Ce « Jeune Syndicat » (comme on l'appela par opposition au « Vieux Syndicat » de Basly) tint son premier congrès le 25 janvier 1903.

Au départ, c'était surtout une combine du P.O.F. qui

s'était ramassé une veste aux élections de 1902 dans le Pas-de-Calais, et qui comptait désormais se bagarrer sur le plan syndical pour s'implanter sur le bassin. Mais ce qu'il n'avait pas prévu, c'est que Broutchoux et les anars allaient lui raffer la direction du « Jeune Syndicat », et couillonner guesdistes et baslycots...

à suivre

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes

et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens

Ed. Le dernier

Terrain Vague

En vente à Publico 48 F

DISQUE

A écouter le dernier disque de Anne Vanderlove où elle se fait l'interprète de compositeurs et poètes divers parmi lesquels Bob Dylan, Woddie Guthrie, Xavier Grall et Yvon Le men. Références : disque Vella 2230080 Production Case, 11 boulevard Arago 22000 Saint-Brieuc.

A La Havane, dans les jardins de l'ambassade du Pérou, les réfugiés enterrent le mythe du socialisme cubain !

La mer des Caraïbes, l'île de la Tortue, les boucaniers, le Mexique, Pancho Villa, tous concouraient à faire de la révolution cubaine une page somptueuse arrachée au grand livre de notre enfance exaltée ! « Ils » étaient descendus des montagnes, « ils » s'étaient répandus dans la plaine, « ils » étaient entrés dans La Havane, chassant un régime pourri aux ordres du capitalisme américain. Nos vieux cœurs quarante-huitards avaient tressailli. Foin de ces révolutions écrasées par les pages verbeuses des théoriciens emmerdeurs ! Foin ces statistiques bourrées de chiffres ! La révolution cubaine était une fête bien de chez nous comme on les ai-



me autour du bassin de la Méditerranée, avec mousquetades, drapeaux, lampions, belles filles, aristocrates à la lanterne, sur un air de carnagnoise. Enfin le socialisme cubain allait marier la liberté et l'égalité. Les barbus avec leur chef Castro, haut en couleur, semblaient sortir d'un ouvrage de Michelet resté longtemps sous presse, d'un roman de George Sand ou d'une strophe du père Hugo. Nous n'étions pas raisonnables et rapidement il a fallu déchanter.

Dans cette cascade de révolutions communistes importées en Europe à la fin de la guerre, nous avons cru que Cuba représenterait autre chose. Oh ! pour nous anarchistes, pas longtemps ! Juste le temps que Castro et ses acolytes mettent en prison les anarchistes cubains qui avaient pris part à l'épopée, en les accusant naturellement d'être les agents de l'impérialisme américain, accusations imbéciles reprises alors par le gauchisme jusque sur les travées du Congrès mondial des Fédérations Anarchistes à Carrare !

J'ai sous les yeux ce numéro du *Monde Libertaire* où nous consacrons une page aux événements de Cuba et où Leval et moi-même, nous nous efforçons d'ouvrir les yeux à des jeunes prêts à adopter toutes révolutions à portée de leurs mains. Gaston Leval écrivait alors :

« Il ne suffit pas d'exproprier le capitalisme privé, les grands propriétaires terriens et de distribuer des armes au peuple pour instaurer le socialisme. Il ne suffit pas non plus d'avoir le peuple derrière soi. Péron avait le peuple derrière lui. Il l'a encore. Tout démagogue habile peut entraîner les masses. Il s'agit de savoir où il les mène. Pour le moment à Cuba on les a menées à un Etat totalitaire ».

Pour ma part, dans la présentation de cette page qui devrait bien être relue attentivement, je soulignais :

« Les éléments disparates de cette révolution simplement unis pour mettre fin à la dictature de Batista s'affrontent... La répression s'abat sur les opposants. La révolution qui se fractionne, grippe, la machine d'Etat et tout naturellement son aile libérale se tourne vers les Etats-Unis qui guettent cette belle proie... ».

Nous avions hélas raison contre une frange du mouvement anarchiste international qui n'avait pas encore évacué le romantisme (lire *Freedom* dont pourtant la réputation est bien établie) et qui parfois cédaient à une marxisation des structures économiques. Cette réintégration du socialisme cubain dans l'orbite de Moscou était inévitable pour deux raisons majeures. La première, toute doctrinale, venait du marxisme-léninisme, partisan en agriculture plus que partout ailleurs d'une période intermédiaire passant par l'industrialisation des produits de la terre, la seconde par l'environnement économique et politique de l'île.

J'ai déjà expliqué à propos de la Chine et du « grand bond en avant » que le drame des économies de type communiste, c'est la volonté pendant la transformation de l'économie de marché en économie socialiste, de vouloir conserver une politique impérialiste de grande puissance industrielle, basée sur l'industrie lourde au détriment des biens de consommation. Le marxisme nous apprend que c'est indispensable pour rejoindre les pays industriels, mais tous les exemples s'inscrivent en faux devant cette prétention théorique qui est en train de détruire le socialisme en Chine. Le socialisme romantique à Cuba n'aurait probablement pas dressé l'île comme une menace face à son puissant voisin, l'Amérique, mais il aurait permis dans l'égalité économique un développement économique sans secteur de pointe, avec un niveau de vie convenable, qui aurait laissé en place la dignité des hommes.

Je sais, on ne crève pas de faim à Cuba. Mais l'économie du pays est à la merci de l'humeur du dictateur de toutes les Russies qui lui achète toute sa production de sucre et de café. La société cubaine jouit, c'est certain, d'avantages sociaux du type de ceux qui existent en Russie et dans d'autres pays capitalistes ceux-là, mais c'est l'alibi à la continuation d'une société de classes. Che Guevara avait bien senti cette plaie et c'est ce qui explique ses querelles avec Castro et son exil en Amérique du Sud où il mourra de façon encore mystérieuse, quoi qu'on en dise dans un combat de boys-scouts sans espoir. Mais le Che n'avait pas compris et mourra sans comprendre que justement le ver qui fait pourrir la société marxiste, c'est justement cet héritage léniniste qui programme, alors qu'un changement économique bouleverse toutes les structures, une industrialisation tous azimuts.

L'erreur de Castro et des autres, c'est l'erreur du shah en Iran et si les pays communistes ne subissent pas le même sort,

ils le doivent à la garantie que leur donne la Russie.

Mais il est également certain que l'environnement politique de Cuba joua un rôle dans l'échec de l'expérience communiste tentée par Castro. L'île pouvait devenir une plate-forme, un porte-avions russes dirigés contre le cœur industriel des Etats-Unis et ces derniers ne pouvaient pas le tolérer. Pris en tenailles entre les exigences de Moscou et les craintes de Washington, tributaire de sa monoculture, de son industrialisation, il lui fallait faire un choix entre l'un ou l'autre des deux grands impérialismes. Ce choix, il l'a fait



en faveur de la Russie, assurant sa sécurité économique au détriment de son indépendance politique, mais l'autre choix aurait simplement inversé le problème, c'est-à-dire assurer une relative liberté en échange de sa dépendance envers les trusts américains. En réalité, ébloui par le marxisme-léninisme, Castro a fait la même erreur que toutes les autres démocraties populaires.

Il faut le dire bien haut, même si cela doit faire rire les crétins que l'université déverse à longueur d'années et qui depuis quarante ans ne cessent de se tromper. Le socialisme passe par l'établissement d'un régime économique égalitaire, quel que soit l'état de développement du pays et il est sûr que si le socialisme dans un pays pauvre peut rester en retrait de certains pays développés (mais il en fut toujours ainsi au cours de l'histoire de l'humanité), lorsqu'après le démarrage, l'instant de prendre son vol de croisière sera venu, il dépassera rapidement le bric-à-brac des démocraties populaires qui s'essouffent en mariant communisme et capitalisme et qui ne se maintiennent que grâce à l'assistance de la Russie, leur patron, que d'aillleurs cette charge empêche de s'épanouir.

Le résultat, nous le constatons aujourd'hui. L'image de marque de Cuba, que l'imagerie d'Epinal maintenait tant bien que mal même si personne n'y croyait, vient de se détériorer. L'histoire vous la connaissez ! Plus de dix mille Cubains qui s'entassaient les uns à côté des autres dans les jardins de l'ambassade du Pérou dans la promiscuité la plus écœurante, volontairement ! Faut-il qu'ils en aient marre, les Cubains, du paradis communiste de Castro ! Ils partiront et ce départ sera le fruit de leur patience, mais également celui de la volonté des Etats riverains de déchi-

rer l'image de marque du castrisme, qui ne fut pas sans faire des ravages dans leur population.

Il nous vient, en voyant s'envoler toutes ces illusions, de la colère, du mépris et de la pitié. Je regardais hier soir l'ambassade de Cuba en France commenter l'événement à la télévision, et c'était désarmant de le voir parler de tout, excepté de l'ambassade du Pérou à La Havane. Après tout, cet homme n'est pas obligatoirement un imbécile, mais c'est sûr, il n'est pas possible d'expliquer l'inexplicable ! Et expliquer cette fuite panique de dix mille citoyens, à travers Carter, l'Amérique, le capitalisme, les sociaux, etc, est ridicule et ne convaincra que ceux qui désirent être convaincus.

Une sorte de maldiction pèse sur les régimes communistes, la Yougoslavie exceptée, sur lesquels on était, pour des raisons particulières, le plus fondé à leur voir réussir leur expérience. La Tchécoslovaquie, pays dont l'industrie était comparable à celle des nations occidentales, a régressé ! La Chine dont on pouvait espérer qu'elle construirait un socialisme original, revient vers une économie hybride, socialisme-capitalisme, qui a partout échoué ! Seule la Yougoslavie a maintenu un système mixte où une certaine liberté est tolérée. Pour combien de temps ?

Les Etats du Tiers-Monde ont bien senti le défaut majeur du léninisme et ils ont essayé de s'en protéger en se contentant simplement de le plaquer sur de vieilles civilisations qui leur avaient donné le jour. La Russie pour un temps a fermé les yeux partout où sa sécurité n'était pas engagée, mais autre part elle a mis le paquet et rien ne peut être aussi révélateur que la situation sur la mer Rouge. L'Ethiopie communiste qui commande le détroit a été soutenue par Moscou en échange d'un régime dur à la dévotion de la Russie, alors que l'Erythrée, également communiste, mais sans importance stratégique, laisse la Russie parfaitement indifférente.

Naturellement Cuba comme les autres démocraties populaires est un pays où la classe dirigeante exploite le peuple au même titre qu'un pays capitaliste. Beaucoup de ceux qui le quittent ne s'en vont pas parce que Cuba n'est pas assez socialiste, mais parce qu'ils préfèrent vivre dans un pays où le système du profit ne bannit pas toutes les libertés individuelles. Et ceux-ci s'assimileront dans les pays qui les recevront avec la satisfaction de pouvoir lire dans une presse libre, de quelle manière ils sont exploités, ce qui à La Havane est impossible. Mais il y a les autres !

Les autres ? Ceux qui pensent que la révolution cubaine est une révolution manquée. Qu'il faut la refaire, autrement ! Ceux-là, leur place est à Cuba, car c'est à Cuba et non pas autre part qu'ils lutteront pour effacer le mythe de Castro ! Castro a décidé de vider le pays de ses opposants. La question qui se pose, c'est si l'instant n'est pas venu de préparer le retour au pays des révolutionnaires.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.